|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**FR**

**Livre blanc de la Commission européenne sur l’avenir de l’Europe: débat du CESE et du CES grec avec la société civile organisée en Grèce**

***Vendredi 2 juin 2017***

***Hémicycle du Sénat du parlement grec***

**RAPPORT FINAL**

1. **Lequel des cinq scénarios présentés dans le livre blanc correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi? Un autre scénario, non envisagé, serait-il possible et préférable?**

Il y a eu convergence de vues des participants, à savoir des représentants des partenaires sociaux et d’autres organisations de la société civile grecque, en ce qui concerne le point de départ: la construction européenne subit aujourd’hui de fortes turbulences et le processus d’intégration européenne se trouve dans une phase critique. Les défis, internes et externes, auxquels est confrontée l’Union européenne sont nombreux, importants et largement connus. Ont été citées, à titre indicatif, la crise économique, qui laisse dans son sillage une augmentation des inégalités économiques et sociales et un élargissement du fossé nord-sud, la contestation de la légitimité démocratique et populaire par une grande partie de la population européenne, y compris celle de Grèce, mais aussi la remise en cause de l’efficacité de l’administration des institutions européennes et de leur capacité à résoudre les problèmes, la crise des migrants et des réfugiés, les conflits régionaux, le terrorisme, et l’extrémisme politique. Parmi les scénarios proposés par le livre blanc, la société civile organisée grecque se prononce presque unanimement en faveur du scénario 5 «Faire beaucoup plus ensemble», qui semble être le seul à même de créer les conditions pour répondre aux défis énumérés ci-avant et de faire repartir le projet d’intégration européenne. L’Europe et la Grèce, dans un environnement mondialisé, ne peuvent que bénéficier de la poursuite de l’intégration du marché unique, d’une coordination accrue des questions budgétaires, sociales et fiscales, d’un renforcement de la coopération dans les domaines de la politique étrangère, de la défense, de la sécurité, de la gestion des frontières et de la politique d’asile, ainsi que d’un approfondissement du cadre institutionnel qui permettrait de prendre et de mettre en œuvre des décisions de manière plus rapide et plus efficace. Il a toutefois été noté que la réponse à la question ne peut être ni univoque ni se limiter à «oui» ou «non». Le scénario 5, tout en constituant une base appropriée et un point de départ pour une réflexion approfondie sur la configuration de l’Europe que nous souhaitons pour l’avenir, devra de facto être enrichi, éventuellement avec des éléments du scénario 3 «Ceux qui veulent plus font plus», puisque l’UEM constitue déjà un exemple véritable d’intégration différenciée au sein de l’UE. La perspective d’avoir immédiatement une Europe à plusieurs vitesses suscite des inquiétudes chez la majorité des participants. Plusieurs intervenants ont souligné également la nécessité de faire plus amplement référence au développement de la dimension sociale de l’Europe, d’inclure plus clairement le pilier environnemental et de développer le modèle de gouvernance, dans le sens d’une plus grande inclusivité, représentativité, transparence et responsabilité, dans l’esprit du programme de développement durable à l’horizon 2030 des Nations unies. Dans cette optique, plusieurs intervenants ont évoqué un sixième scénario, basé sur le cinquième, mais plus audacieux, sensiblement renforcé et enrichi de façon à intégrer tous les éléments ci-dessus et d’autres encore.

1. **Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?**

Il y a également eu consensus entre les participants sur le constat que l’Union européenne traverse une grave crise de confiance. Un grand nombre de citoyens dans toute l’Europe, et c’est particulièrement visible en Grèce, qui a été gravement touchée par la crise économique et la gestion de celle-ci, ont cessé de voir l’UE comme une occasion d’améliorer leur niveau de vie; ils la voient au contraire comme une menace pour leur bien-être individuel et collectif. Les citoyens européens ont été déçus dans leurs attentes en ce qui concerne les avantages de l’intégration européenne, et l’impression que seules les élites politiques et économiques des États membres – voire le noyau dur de l’UE, au détriment de sa périphérie – bénéficient de ces avantages est très répandue. Les inégalités croissantes, mais également l’incapacité de l’UE à gérer les crises, immédiatement et efficacement, ont sapé la confiance des citoyens vis-à-vis d’une Europe unie, qu’ils ont vue se rétracter pour ce qui est des valeurs européennes fondamentales de solidarité, de coopération, de collaboration, de justice sociale, de cohésion et de respect des droits de l’homme. Tout ce qui précède a pour résultat l’euroscepticisme, la xénophobie, la remise en cause de la perspective européenne et d’une trajectoire commune, le retour du nationalisme, le populisme. Pour redevenir attrayante pour les citoyens, l’UE doit enfin sortir de la crise économique et sociale persistante, et l’Europe ainsi que ses États membres doivent retrouver le chemin de la croissance et de la prospérité. L’Union devra montrer concrètement son attachement à ses principes et à ses valeurs fondatrices, en évitant de stigmatiser, d’isoler et de traiter comme des parias ses différents États membres. Il convient également de mettre l’accent sur le développement d’une conscience et d’une identité européennes qui aille au-delà des intérêts et des égoïsmes nationaux cloisonnés; ce rôle important pourrait et devrait revenir à l’éducation. Il est nécessaire, enfin, que les dirigeants politiques des États membres cessent de mettre toutes les décisions difficiles, qui ont un coût politique, sur le compte de «Bruxelles», et qu’ils mettent en même temps à son crédit les avantages politiques qu’ils tirent des grandes réalisations européennes.

1. **Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment?**

Tous les points de vue qui ont été exprimés sur ce point tendent à dire qu’il y a sans aucun doute un manque d’information et de communication concernant le rôle que l’Europe unie a joué au cours des 60 dernières années pour le maintien de la paix, la prospérité individuelle et collective et le développement des États membres, et notamment en ce qui concerne les très nombreux avantages, à plusieurs niveaux, qu’ils ont tirés et continuent de tirer, à titre individuel et collectif, du projet d’unification de l’espace européen. Ces éléments n’ont pas été suffisamment mis en évidence ni intégrés dans la conscience collective, la Grèce ne faisant pas exception à cet égard. Il en résulte aujourd’hui, au milieu de la crise, que les générations plus âgées font preuve «d’amnésie historique» et que les jeunes tournent le dos à l’Europe, ignorant dans une large mesure l’Histoire. Il a été proposé d’informer plus efficacement le public sur la base d’une comparaison: quels seraient les niveaux de prospérité et de jouissance des droits des citoyens sans l’Union et quels sont-ils actuellement grâce à elle? Les acteurs institutionnels de chaque État membre, tels que les partenaires sociaux et les autorités locales, ont un rôle majeur à jouer pour mettre en lumière les éléments positifs obtenus par chaque pays, même la Grèce, depuis leur adhésion l’Europe. Les institutions européennes doivent, comme elles le font à travers la présente initiative, chercher à associer de manière systématique et structurée la société civile des États nationaux, afin que les citoyens se sentent impliqués dans la prise de décisions sur les questions qui les concernent. Plusieurs participants ont mentionné dans ce contexte le Parlement européen, qui ne semble pas à ce jour avoir renoncé totalement à la hauteur de sa mission institutionnelle, qui consiste essentiellement à rapprocher l’Union européenne de ses citoyens, ce qui constitue aussi un projet pour l’avenir.

1. **Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il, et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement?**

Seule une organisation d’employeurs a proposé un classement des domaines d’action (par ordre de priorité: UEM - politique étrangère et de sécurité - Schengen, migration et sécurité - marché unique et commerce - budget de l’UE - capacité à tenir les engagements), en notant toutefois que la différence de leur importance relative est faible. Par ailleurs, il a été constaté d’un commun accord que le domaine de l’emploi, des relations de travail et des affaires sociales est absent de la liste des domaines politiques, ou du moins n’y a pas sa juste place, alors que c’est peut-être le plus important, en ce temps de crise. L’initiative visant à mettre en place un socle européen des droits sociaux a été saluée comme importante, même si elle doit encore être renforcée en tenant compte des spécificités de chaque État membre et des évolutions démographiques et technologiques. Il a été signalé que les traités, sous leur forme actuelle, permettent de nombreuses possibilités de développement dans le domaine de la politique sociale, avec par exemple le recours à la clause sociale de l’article 9 du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, mais celles-ci n’ont pas été exploitées en raison de la configuration politique en Europe.

1. **S’agissant de «la voie à suivre», comment les «Débats sur l’avenir de l’Europe» dans les parlements nationaux, les villes et les régions partout en Europe devraient-ils être structurés? Quel rôle la société civile devrait-elle jouer sur cette «voie à suivre», et comment?**

Une proposition qui a été avancée consiste à mener un dialogue simultané à quatre niveaux: national, régional, sectoriel et par branche, avec la participation active des partenaires sociaux et le renforcement et la promotion du dialogue social. La société civile organisée doit suivre de près l’agenda politique tel qu’il est conçu au niveau européen; elle peut et doit jouer un rôle important pour combler le déficit d’information et de confiance exposé ci-dessus, en tant que canal de communication de l’Union avec ses citoyens.

1. **Quelles sont vos attentes particulières concernant l’issue de la consultation?**

Les participants ont formulé l’espoir que l’on parvienne rapidement à réaffirmer que l’Europe, en reconnaissant les erreurs du passé, continue à aller de l’avant avec confiance et dynamisme, créant ainsi une nouvelle dynamique et écrivant une nouvelle page de son histoire allant dans le sens d’une amélioration du bien-être de ses peuples. Dans un même ordre d’idées, plusieurs parties ont exprimé l’espoir que la conjoncture politique actuelle, avec, entre autres, l’élection de M. Trump à la présidence des États-Unis, le Brexit à nos portes et la détérioration des relations avec la Russie, ait un effet rassembleur et fédérateur pour l’UE et que les forces politiques europhiles, avec comme fer de lance les nouveaux dirigeants de la France, s’emploient à revivifier et approfondir l’aventure commune, en donnant aux citoyens européens des perspectives pour plus d’Europe et une meilleure Europe. D’autre part, le fait que cette consultation se déroule de manière fragmentée et cloisonnée, alors que les documents de réflexion de la Commission européenne sur des questions pertinentes n’étaient pas d’emblée disponibles, ce malgré leur publication progressive, a fait l’objet de commentaires négatifs. D’autres encore n’ont pas caché leur scepticisme et leur pessimisme quant à savoir si les résultats de la consultation auront une incidence significative sur les centres de décision de Bruxelles, si l’on évitera un nouveau fossé entre les résultats de cette initiative de l’Union européenne et les attentes des citoyens et de la société, et, d’une manière plus générale, s’il est réellement possible d’envisager une évolution voire un changement de paradigme pour l’Europe.

1. **Comment les citoyens peuvent-ils être davantage impliqués dans le façonnage de l’avenir de l’Europe?**

Sans aucun doute, il est indispensable que les citoyens participent à la construction de l’avenir de l’Europe et, ainsi qu’il a été mentionné plus haut, la société civile organisée est appelée à jouer un rôle important dans ce sens. De manière plus générale, il est nécessaire d’adopter des modes de prise de décision plus participatifs, sans pour autant faire reposer sur les citoyens les questions qui désorientent et divisent les sociétés. Ce qu’il nous faut, c’est un dialogue plus effectif et un contact plus systématique entre l’UE – par l’intermédiaire de ses organes et de ses représentants institutionnels – et les citoyens des États membres – par l’intermédiaire de leurs différentes formes d’organisation.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**Livre blanc de la Commission européenne sur l’avenir de l’Europe: débat du CESE et du CES grec avec la société civile organisée en Grèce**

***Vendredi 2 juin 2017***

***Hémicycle du Sénat du Parlement grec***

**PROGRAMME**

|  |  |
| --- | --- |
| **9 h 30 - 10 heures** | **Arrivée – inscriptions** |
| **10 heures - 11 heures** | **Ouverture:** *modérateur: M. Georges Dassis, président du CESE*  **Allocutions de bienvenue**  *M. Nikos Voutsis, président du Parlement grec*  *M. Anastasios Kourakis, président de la commission permanente spéciale des affaires européennes du Parlement grec*  *M. Georges Vernikos, président du CES grec*  *M. Georges Dassis, président du CESE*  *Représentants des partis:*  *Syriza, Néa Dimokratia, Alliance démocrate (DISY), Parti communiste de Grèce, Potami, ΑΝΕL, Union des centristes (Enosi Kentroon)* |
| **11 heures - 11 h 15** | **Présentation du «Livre blanc».**  *M. Georges Kolyvas, Commission européenne, DG Politique régionale et urbaine (REGIO)* |
| **11 h 15 - 11 h 50** | **Interventions des présidents des organes de la société civile** |
| **11 h 50 - 12 heures** | **Pause-café** |
| **12 heures - 12 h 45** | **Débat sur les questions 1 et 2 – Livre blanc et défis de l’UE**  **1. Lequel des cinq scénarios présentés dans le livre blanc correspond selon vous le mieux aux défis internes et externes auxquels l’UE est confrontée, et pourquoi?**  **2. Un autre scénario, non envisagé, serait-il possible et préférable? Dans l’affirmative, pour quelle raison? Comment pensez-vous que la confiance puisse être renforcée en Europe?**  *Introduction et conduite du débat: M. Dimitris Dimitriadis, membre du CESE, groupe des employeurs* |
| **12 h 45 - 13 h 30** | **Débat sur les questions 3 et 4 – Communication et domaines d’action**  **3. Est-il nécessaire d’assurer plus de visibilité et de mieux communiquer sur l’Europe, et comment?**  **4. Les domaines d’action évoqués sont-ils exhaustifs et suffisamment illustratifs? Comment les classeriez-vous par ordre d’importance? Y a-t-il un domaine d’action majeur qui n’est pas mentionné ou qui n’est pas suffisamment traité? Si c’est le cas, duquel s’agit-il, et lequel des cinq scénarios correspondrait-il le mieux à son développement?**  *Introduction et conduite du débat: M. Georgios Petropoulos, membre du CESE, groupe des travailleurs*  *Intervention: M. Panagiotis Ioakimidis, professeur émérite de relations internationales et d’études européennes, spécialisé dans la politique européenne et l’intégration européenne* |
| **13 h 30 - 14 h 15** | **Débat sur les questions 5 à 7 – Société civile et voie à suivre pour l’UE**  **5. S’agissant de «la voie à suivre», comment les «Débats sur l’avenir de l’Europe» dans les parlements nationaux, les villes et les régions partout en Europe devraient-ils être structurés? Quel rôle la société civile devrait-elle jouer sur cette «voie à suivre», et comment?**  **6. Quelles sont vos attentes particulières concernant l’issue de la consultation?**  **7. Comment les citoyens peuvent-ils être davantage impliqués dans le façonnage de l’avenir de l’Europe?**  *Introduction et conduite du débat: M. Ioannis Vardakastanis, membre du CESE, groupe des activités diverses*  *Intervention: M. Xenofon Giataganas, avocat, ancien conseiller juridique de la Commission européenne* |
| **14 h 15 - 14 h 30** | **Synthèse, conclusions et clôture**  *M. Georges Vernikos, président du CES grec*  *M. Georges Dassis, président du CESE* |

**PARTICIPANTS**

|  | **M./ Mme** | **NOM, PRÉNOM** | **FONCTION** | **ORGANISATION** |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 1 | Mme | Angelidaki Georgia | Service juridique | ESEE- Confédération grecque du commerce et de l’entrepreneuriat |
| 2 | M. | Agniadis Panagiotis | Membre du comité exécutif du CES grec | KEEE - Union des chambres grecques de commerce et d’industrie |
| 3 | M. | Agorastos Konstantinos | Président | ENPE - Union des administrations régionales de Grèce |
| 4 | M. | Alexandris Panos | Avocat | DSA - Barreau d’Athènes |
| 5 | M. | Alexopoulos Nicolas | Cabinet du Président | Comité économique et social européen |
| 6 | Mme | Alépi Lida | Experte | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 7 | M. | Alépis Michalis | Membre du comité exécutif du CES grec | SATE - Association des sociétés contractantes grecques |
| 8 | M. | Amvrazis Georgios | Membre du comité exécutif du CES grec | SETE - Coordination des entreprises touristiques grecques |
| 9 | Mme | Antoniou Stavroula | Directrice de l’organisation administrative et du développement | Ministère des infrastructures, des transports et des réseaux |
| 10 | M. | Apostolakis Nikolaos | Trésorier | KEPKA - Centre de défense des consommateurs |
| 11 | M. | Vardakastanis Ioannis | Président de la Confédération nationale grecque des personnes handicapées (ESAMEA), membre du groupe «Activités diverses» du CESE | CESE - Comité économique et social européen |
| 12 | M. | **Vernikos Georges (orateur)** | Président | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 13 | Mme | Vlami Alexia | Cabinet du Président | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 14 | M. | **Voutsis Nikolaos *(orateur)*** | Président | Parlement grec |
| 15 | M. | Gardikiotis Menelaos | Secrétaire général | GEOTEE - Chambre géotechnique de Grèce |
| 16 | M. | **Giataganas Xenofon (interventions)** | Avocat, ancien Conseiller juridique à la Commission européenne |  |
| 17 | M. | Gkionis Dimitris | Alliance démocrate | Parlement |
| 18 | Mme | Grammatikogianni Vassiliki | Journaliste | Athens voice & Officiel des auteurs (Efimerida ton Syntakton) |
| 19 | M. | Dalianis Vasileios | Journaliste | Journal «PROTO THEMA» |
| 20 | M. | Delias Pavlos | Membre du conseil général | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 21 | M. | Dimitriadis Dimitris | Membre du groupe I (groupe des employeurs) | CESE - Comité économique et social européen |
| 22 | M. | Doumanoglou Antonis | Journaliste | REPORTER.GR |
| 23 | M. | Zorbas Spyros | Porte-parole | Réseau grec des aidants aux personnes - EPIONI |
| 24 | M. | Zoïtos Nikos | Collaborateur scientifique | SETE (membre du CES grec) |
| 25 | M. | Iliopoulos Ilias | ancien vice-président du CES | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 26 | Mme | Theleriti Maria | Chargée des questions ayant trait à la Fonction publique | Députée au Parlement grec |
| 27 | M. | Theodoropoulos Nikos | Journaliste | BANKING NEWS |
| 28 | Mme | Theodorou Martha | Responsable des relations publiques et internationales | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 29 | Mme | Thomopoulou Vassiliki | accompagnatrice de M. Panagiotis Markostamou (ESAMEA) | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 30 | M. | **Ioakimidis Panagiotis *(interventions)*** | Professeur émérite de relations internationales et d’études européennes |  |
| 31 | Mme | Ioannidou Maria | Collaboratrice scientifique | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 32 | M. | Iosif Argyris | Huissier – Chauffeur | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 33 | M. | Kavvathas Georgios | Président | GSEVEE - Confédération hellénique des professionnels, artisans et commerçants |
| 34 | M. | Kaïlis Alexandros | Bureau des affaires internationales et européennes | Parlement grec |
| 35 | M. | Kakkos Ioannis | Membre | ADEDY - Centrale des fédérations de fonctionnaires |
| 36 | M. | Karambatzakis Nikolaos | Particulier |  |
| 37 | M. | Karanikas Georgios | Vice-président du CES, secrétaire général de l’ESEE, chargé de représenter son Président | ESEE - Confédération grecque du commerce et de l’entrepreneuriat |
| 38 | M. | Karzis Nikos | Membre | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 39 | M. | Catsambis Constantine | Membre | CESE |
| 40 | Mme | Katsina Sofia | Membre du comité exécutif du CES grec | DSA - Barreau d’Athènes |
| 41 | M. | Katsifaras Apostolos | Président de la région de Grèce occidentale, membre du conseil d’administration | ENPE - Union des administrations régionales de Grèce |
| 42 | M. | Kikilias Ilias | Cadre | SETE - Coordination des entreprises touristiques grecques |
| 43 | M. | Koleventis Fotis | vice-président du CES grec | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 44 | Mme | Kolyva Margarita | Particulière (participe du fait de la présence de G. Kolyvas comme orateur) |  |
| 45 | M. | **Kolyvas Georges *(orateur)*** | Analyste politique | Commission européenne, DG Politique régionale et urbaine (REGIO) |
| 46 | Mme | Kontogianni Maria | accompagnatrice du deuxième vice-président d’ESAMEA, Gr. Leontopoulou | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 47 | M. | Koronaios Michalis | Membre du conseil général | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 48 | M. | **Kourakis Anastasios *(orateur)*** | Président de la commission permanente spéciale des affaires européennes | Parlement grec |
| 49 | M. | Kourasis Georgios | Secrétaire général | GSEVEE - Confédération hellénique des professionnels, artisans et commerçants |
| 50 | M. | Koutsioumbélis Stavros | Membre du comité exécutif du CES grec | ADEDY - Centrale des fédérations de fonctionnaires |
| 51 | M. | Kponis K. | Direction des Affaires économiques | Ministère des finances |
| 52 | M. | Kyriazis Charis | Directeur de la SEB, président de la société anonyme Maison de l’industrie grecque, membre du comité exécutif du CES grec (représentera le président de la SEB) | SEB - Fédération grecque des entreprises |
| 53 | Mme | Konstantinidou Eleni | Section Union européenne | Parlement grec |
| 54 | Mme | Kostoula Marianna | Secrétariat général du gouvernement |  |
| 55 | Mme | Lambropoulou Dimitra | Cabinet du secrétaire général | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 56 | M. | Leontopoulos Grigoris | Deuxième vice-président | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 57 | M. | Lytras Pericles | Professeur, président adjoint | Institut de formation technologique d’Athènes (TEI) |
| 58 | M. | Magalios Antonios | Cabinet du Président | CESE - Comité économique et social européen |
| 59 | Mme | Makantasi Evmorphia | Cadre, analyste scientifique | DiaNEOsis, organisation de recherche et d’analyse |
| 60 | M. | **Maniatis Ioannis *(accueil)*** | Représentant de l’Alliance démocrate, membre de la commission permanente des affaires économiques | Parlement grec |
| 61 | M. | Marinakis Antonis | Membre | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 62 | M. | Markostamos Panagiotis | Cadre | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 63 | M. | Mengoulis Antonis | Directeur | ESEE- Confédération grecque du commerce et de l’entrepreneuriat |
| 64 | Mme | Melisova Nina | Journaliste | Agence Athènes-Presse |
| 65 | M. | Bonis Christos | Photojournaliste |  |
| 66 | M. | Nikolaou Dionyssios | Directeur général | DiaNEOsis, organisation de recherche et d’analyse |
| 67 | M. | **Dassis Georges *(orateur)*** | Président | CESE - Comité économique et social européen |
| 68 | M. | Xirafis Apostolos | Secrétaire général | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 69 | Mme | Pagoni Pénélope | Directrice des Finances | Ministère des finances |
| 70 | Mme | Pantzartzi Siméla | Journaliste | APE (Agence Athènes-Presse) |
| 71 | M. | Papageorgiou Pafsanias | Secrétaire général | Ministère de l’éducation |
| 72 | M. | Papadopoulos Georgios | Avocat | DSA - Barreau d’Athènes |
| 73 | Mme | Papaïoannou Sofia | Cabinet du Président | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 74 | M. | Papanastasiou Panagiotis | Cabinet du vice-premier ministre |  |
| 75 | M. | Papargyris Ioannis | Membre du comité exécutif du CES grec | GSEVEE - Confédération hellénique des professionnels, artisans et commerçants |
| 76 | Mme | Petaliou Stavroula | Journaliste | ZOUGLA.GR |
| 77 | M. | Petrogiannis Georgios | Directeur administratif et financier | GREENPEACE GRÈCE |
| 78 | M. | Petropoulos, Georgios | Membre du groupe II (groupe des travailleurs) | CESE - Comité économique et social européen |
| 79 | Mme | Petrocheilou Anna | Responsable des relations publiques | ESEE- Confédération grecque du commerce et de l’entrepreneuriat |
| 80 | M. | Pliakos Kostas | Journaliste | CNN |
| 81 | M. | Polyzogopoulos, Christos | ancien président du CES | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 82 | M. | Poupkos Ioannis | Représentant de la GSEE, membre du CES (représentera le président de la GSEE) | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 83 | M. | Rétsos Ioannis | Président | SETE - Coordination des entreprises touristiques grecques |
| 84 | M. | Rizeakos Yannis | Membre | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 85 | Mme | Samara Christina | accompagnatrice du président d’ESAMEA, I. Vardakastanis | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |
| 86 | M. | **Saridis Ioannis *(accueil)*** | Représentant de l’Union centriste, membre de la commission permanente spéciale des affaires européennes | Parlement grec |
| 87 | Mme | Simatou Anastasia | Secrétaire générale | Fondation de la Méditerranée orientale |
| 88 | M. | Sofianopoulos Manolis | Membre | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 89 | M. | Syriopoulos Panagiotis | Membre du comité exécutif du CES grec | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 90 | M. | Tasiopoulos Georges | Membre | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 91 | M. | Tenekoudis Alexandros | Particulier |  |
| 92 | M. | Tenekoudis Anastasios | Particulier |  |
| 93 | M. | Trantas Nikos | Chef du bureau de coordination des questions institutionnelles, internationales et européennes | Secrétariat général du gouvernement |
| 94 | Mme | Travlou Victoria | Section des affaires internationales et européennes | Parlement grec |
| 95 | M. | Triandafyllidis Alexandros | Membre (SYRIZA) | Commission des affaires économiques, Chambre des députés |
| 96 | M. | Tsarikoglou Vasilis | Journaliste | Journal «PROTO THEMA» |
| 97 | M. | Tsatiris, Georgios | Membre du comité exécutif du CES grec | EET - Association bancaire hellénique |
| 98 | M. | Tsemberlidis Nikolaos | Président | KEPKA - Centre de défense des consommateurs |
| 99 | M. | Tsiamis Ioannis | Membre du comité exécutif du CES grec | KEDE - Union centrale des municipalités de Grèce |
| 100 | M. | Tsouvalas Michalis | Secrétaire exécutif | Région Égée-sud |
| 101 | Mme | Tsoukatou Aspasia-Aikaterini | Secrétariat | CES - Conseil économique et social de Grèce |
| 102 | M. | Yfantopoulos Ioannis | Professeur de politique sociale et d’administration | Université d’Athènes |
| 103 | M. | Philippou Petros | Vice-préfet de l’Attique orientale |  |
| 104 | Mme | Frangkouli Athéna | Vice-présidente du conseil d’administration | Association des soins sociaux en psychiatrie et santé mentale |
| 105 | Mme | Chamodraka Xeni | Membre, département Services juridiques | CESE - Comité économique et social européen |
| 106 | M. | Chantzaras Vanguélis | Membre | GSEE - Confédération générale des travailleurs de Grèce |
| 107 | M. | Charalambidis Nikolaos | Directeur général | GREENPEACE GRÈCE |
| 108 | M. | Chortis Konstantinos | Secrétaire général adjoint | ESAMEA - Confédération nationale des personnes handicapées de Grèce |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_